

CONVENTIONS COLLECTIVES

Brochure n° 3249

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1516. – ORGANISMES DE FORMATION**

ACCORD DU 23 JANVIER 2013  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013

NOR : ASET1350622M  
IDCC : 1516

Entre :

La FFP,

D'une part, et

La FEP CFDT ;

Le SNEPL CFTC ;

La FD CFE-CGC ;

Le SNEPAT FO ;

Le SNPEFP CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord vise à déterminer les rémunérations minimales conventionnelles du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 août 2013 pour la catégorie des employés (A et B) de la grille des rémunérations.

En effet, afin de mettre les minima conventionnels applicables en conformité avec les diverses augmentations du Smic intervenues entre juillet 2012 et janvier 2013, les partenaires sociaux de la branche se sont mis d'accord pour réaliser une augmentation des premiers niveaux de la grille des rémunérations compris entre le niveau A1 et B2 comme suit.

**Article 2**

La valeur du point est inchangée : elle demeure fixée à 101,843 € jusqu'au 31 août 2013.

Toutefois, pour les catégories visées à l'article 1<sup>er</sup>, les rémunérations minimales annuelles conventionnelles sont fixées de la façon suivante :

- A1 : 17 205,89 € ;
- A2 : 17 248,79 € ;
- B1 : 17 291,70 € ;
- B2 : 17 334,61 €.

Les autres valeurs des minima conventionnels compris entre les niveaux C à I demeurent inchangées et restent conformes à celles fixées par l'accord du 27 mars 2012.

En conséquence, les rémunérations minimales conventionnelles annuelles sont les suivants :

(En euros.)

CATÉGORIE / NIVEAU	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
Employés	A1	100	17 205,89
	A2	110	17 248,79
	B1	120	17 291,70
	B2	145	17 334,61
Techniciens	C1	171	17 415,15
	C2	186	18 942,80
	D1	200	20 368,60
	D2	220	22 405,46
	E1	240	24 442,32
	E2	270	27 497,61
Cadres	F	310	31 571,33
	G	350	35 645,05
	H	450	45 829,35
	I	600	61 105,80

### Article 3

Le présent accord est applicable à l'ensemble des organismes de formation entrant dans le champ d'application de l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale (IDCC 1516), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Les signataires conviennent de subordonner son entrée en vigueur à son extension.

### Article 4

Au 31 août 2013, le salarié qui n'aurait pas perçu la rémunération minimale conventionnelle correspondant à la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 août 2013 se verra allouer une prime de rattrapage afin de couvrir la période susvisée.

Dans le cas où le contrat de travail d'un salarié se terminerait avant cette échéance, il sera procédé à la même vérification sur la rémunération minimale conventionnelle proratisée sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2012 à la date de départ du salarié.

### Article 5

Les partenaires sociaux de la branche rappellent aux entreprises du secteur qu'il convient de respecter une stricte égalité de rémunération entre les femmes et les hommes à qualification, expérience, compétences et postes équivalents.

### Article 6

La partie la plus diligente procédera aux formalités requises en vue de son extension.

Fait à Paris, le 23 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)